

19/01/2026

Riccardo Perissich,
Membre du Conseil
d'Administration de l'Institut
Jacques Delors

BLOG — POST

Groenland : comment sortir du piège

I • La solution facile

La menace brandie par Trump au sujet du Groenland présente un étrange paradoxe. D'un côté, il s'agit d'une question qui devrait être plus simple à traiter que bien d'autres. L'intérêt commun occidental est en effet évident.

Indépendamment du jugement que l'on peut porter sur l'urgence du danger d'une invasion russe ou chinoise par lequel Trump justifie son initiative, il ne fait aucun doute que l'Arctique constituera pour nous tous, dans les années à venir, l'un des enjeux stratégiques les plus importants. Il est donc dans l'intérêt commun de définir une stratégie partagée, y compris les moyens nécessaires pour la rendre crédible. Il suffirait pour cela que l'OTAN s'active avec le soutien de ses membres. Le consensus du Danemark serait assuré. En outre, Européens, Américains, Canadiens et peut-être d'autres alliés occidentaux pourraient définir une stratégie commune d'exploitation de l'immense potentiel en matières premières que possède le territoire. Avec toutefois deux précautions.

La première est que, si le potentiel est immense, les difficultés et les coûts le sont tout autant. La seconde est que tout doit être fait dans le respect des attentes des habitants du Groenland, qui gardent un souvenir peu agréable de leur expérience coloniale avec le Danemark. Enfin, l'UE pourrait faire au Groenland une offre d'association plus étroite, qui serait bénéfique pour les deux parties ; à condition cependant que Bruxelles résiste à la tentation d'y inclure des conditions difficiles à accepter pour le Groenland, par exemple en matière de droits de pêche. Une telle approche à la fois stratégique et économique, permettrait par ailleurs de répondre à un intérêt évident des habitants du Groenland qui, s'ils ne veulent pas couper leurs liens avec le Danemark et l'Europe, ont également un grand intérêt à renforcer ceux avec les États-Unis et le Canada.



II • Mais Trump...

Trump pose au contraire la question en termes de souveraineté ou, plutôt, en expert immobilier, en termes de « possession ». Ce faisant, il franchit pour le Danemark mais aussi pour les alliés européens une ligne rouge dépourvue de toute justification stratégique ou économique. Le tout devient une pulsion impériale pure, en tant que telle inacceptable pour les alliés. Si Trump voulait donner une suite pratique à ses intentions, il peut suivre quatre voies théoriques, d'ailleurs non incompatibles entre elles.

La première consiste à « acheter » le consentement des habitants du Groenland ; une perspective à laquelle le Danemark, et donc les autres Européens, ne pourraient s'opposer. Vu l'état de l'opinion publique locale, cette voie semble toutefois peu prometteuse. La deuxième est « d'acheter » le Groenland directement du Danemark. C'est le sens des droits de douane menacé contre le Danemark et le pays qui le soutiennent plus ouvertement. Il y a aussi une évidente tentative de diviser les européens. Dans le sens d'une escalade, la troisième option serait d'exercer un chantage fort et explicite sur la poursuite du soutien américain à l'Ukraine. La quatrième consisterait en une occupation militaire pure et simple du territoire. Or, dans les deux derniers cas, la réalité nous dit que les Européens se retrouveraient en situation d'extrême faiblesse. Il serait en effet impossible de contrer avec succès une intervention militaire. De plus, au moins dans l'immédiat, le soutien à l'Ukraine face à l'agression russe et les garanties à fournir en cas de trêve nécessitent une participation américaine pour être crédibles. Le dilemme qui se pose aux Européens est : que faire ?

III • Dissuasion

L'Europe doit adapter ses réponses aux initiatives de Trump, mais, pour être crédible, doit tenir compte de tous les scénarios. Dans l'immédiat, il faut réagir avec fermeté à la menace des droits de douane, aussi dans l'attente de l'imminent jugement de la Cour Suprême. Il nous faut toutefois une stratégie complexe dont le but serait d'augmenter le coût politique interne pour Trump et l'obliger à suivre la voie de l'accord consensuel. Il s'agit d'un parcours loin d'être impossible. La popularité des pulsions impériales contenues dans le récent document sur la sécurité nationale est en effet faible chez les Américains, y compris dans l'électorat MAGA.

La clé se trouve au Congrès où la priorité absolue pour les membres républicains sont évidemment les élections de mi-mandat. Jusqu'à présent, les dissensions potentielles face aux initiatives de Trump, internes comme externes, ont été neutralisées par le grand pouvoir que le président continue d'exercer sur les médias républicains et les financeurs du parti. Cependant, il s'agit d'une passivité non dépourvue de ferment, qui donne quelques signes de croissance. On en a vu les signes à propos de l'Ukraine. Plus récemment, et de manière plus visible, sur l'attaque contre l'indépendance de la FED et sur le Venezuela. Sur ce dernier sujet, la motion bipartisane qui aurait imposé des contraintes à la liberté d'action du Président a été bloquée au Sénat par un vote 50/50, tranché par le vote déterminant du Vice-président. Deux sénateurs républicains qui auraient été cruciaux pour obtenir un résultat différent ont été convaincus in extremis par Rubio uniquement par l'argument que l'intervention militaire était exceptionnelle, de courte durée et que tout pas supplémentaire respecterait les « les prérogatives constitutionnelles du Congrès ».

Il est raisonnable de penser qu'une telle justification serait irrecevable en cas d'intervention au Groenland ; une perspective par ailleurs très impopulaire auprès de l'opinion publique. Il existe donc un grand espace pour une pression à la fois diplomatique et de communication de la part des Européens.

Pour obtenir ce résultat, il faut toutefois être crédibles. Il s'agit en substance d'intensifier sans dévier, et en maintenant le maximum d'unité, la voie déjà empruntée, composée de plusieurs éléments. Premièrement, le refus catégorique de céder sur la question de la souveraineté ; en expliquant, comme l'a fait la Première ministre danoise, qu'une intervention militaire contre la souveraineté d'un pays membre aurait des conséquences dévastatrices pour l'OTAN. Deuxièmement, en réitérant la disponibilité à définir au sein de l'OTAN une stratégie efficace pour l'Arctique. Troisièmement, en augmentant la présence militaire européenne au Groenland. Elle devrait être plus que symbolique, même si nous savons que cela ne suffirait pas à contrer une intervention américaine. Toutefois, la valeur de la perte potentielle de vies humaines alliées aurait un fort impact sur l'opinion publique américaine. Que ce soit une mesure efficace est par ailleurs démontré par le fait que Trump ait décidé de cibler, avec les droits de douane, les pays européens dont les troupes sont envoyées au Groenland.

Rien n'est évidemment assuré, mais tout laisse penser que cette stratégie, si elle est poursuivie avec détermination et un maximum d'unité et éventuellement élargie au Canada, pourrait s'avérer efficace.